Educ' Action

www.eduactions.org

La marque du professionnalisme

Hebdomadaire béninois spécialisé Education - Investigation - Publicité - N°0184 du Mardi 04 au Lundi 10 Avril 2017 - 4ème Année - Enregistré sous le N°1256/MISP/DC/SG/DGAI/SCC - ISSN 1840-7447 - Prix : 400 FCFA

"Vivez à partir de Mars et en temps réel, les actualités du Plan de Développement du Secteur de l'Education (PDDSE) post 2015 dans les colonnes du journal et sur le site Internet www.eduactions.org"

La Rédaction

Hygiène et assainissement en milieu scolaire

Pp. 6-7

Les « écoles bleues » pour éduquer autrement les apprenants

Inscription précoce des écoliers dans les classes de CI

P. 10

La pratique des "auditeurs libres", un couteau à double tranchant

Enseignement supérieur au Bénin

P. 3

Le BTS supprimé après 2018, la Licence et le Master comme examens nationaux cette année

Abdel Rahamane Baba Moussa, du retour de la TRIENNALE ADEA 2017

« Le nouveau modèle éducatif du Bénin a été bien conçu avec des passerelles vers l'emploi »

P. 4

SESSION RÉGIONALE DE FORMATION SUR LES DROITS DE L'HOMME

La Chaire Unesco se penche sur la programmation du développement

Le Danida fellowship centre du Danemark a financé une formation régionale axée sur les droits de l'homme dans la programmation du développement. Animée par la Chaire Unesco des droits de la personne humaine et de la démocratie de l'Université d'Abomey-Calavi, cette formation est co-organisée avec l'institut danois des droits de l'homme. Une session de formation qui a enregistré pour la première journée, la présence d'éminents noms du droit au Bénin. Au rang de ceux-ci, les professeurs Noël Gbaguidi, titulaire de la Chaire Unesco ; Joël Aïvo, doyen de la Faculté des droits et sciences politiques (Fadesp). Y ont également pris part des magistrats, des professeurs et des participants venus de la sous région pour s'imprégner de ce nouveau concept. La cérémonie a eu lieu hier à l'Hôtel du Lac de Cotonou.

Hermann Maurice SAGBOHAN

Des participants venus de plusieurs pays de la sous-région ont suivi une formation régionale intitulée : « Approche basée sur les droits de l'homme (Abdh) dans la programmation du développement ». Pendant deux semaines, les participants vont se familiariser à l'approche basée sur les droits de l'homme qui est un cadre conceptuel développé par les Nations unies, a informé Noël Gbaguidi, titulaire de la Chaire Unesco. Selon lui, les droits de l'homme sont d'une diversité de droits reconnus à la personne humaine. Laquelle diversité, poursuit-il, est classée en trois catégories à savoir les droits civils et politiques ; les droits économiques, sociaux et culturels et les droits de solidarité. C'est pourquoi « l'Abdh s'attache d'abord à l'application des principes de droits de l'homme à chaque étape de la programmation. Ensuite, elle définit les résultats attendus sur la base des normes et standards des droits de l'homme. Enfin, elle porte sur l'identification et le ciblage des structures qui maintiennent les personnes dans la pauvreté et les inégalités dans les sociétés », a clarifié à l'ouverture de la formation, le professeur Noël Gbaguidi. Pour Joël Aïvo, doyen de la Faculté des droits et sciences politiques (Fadesp), la thématique choisie est d'une grande importance et d'actualité. « … Parce que pour ceux qui sont un peu curieux de l'évolution du monde, on semble noter une forme de reflux sur les questions des droits de l'homme. La période du printemps de la démocratie, le printemps des droits de l'homme, la lueur au crépuscule, le monde s'est investi, les peuples se sont investis dans la consécration des droits de l'homme mais également dans la consolidation et l'épanouissement de ces droits », a-t-il dit pour justifier le contexte de la thématique avant de poursuivre : « ces périodes sont menacées par un refus, un débat qui oppose la démocratie au développement… Le développement doit intégrer les droits de l'homme ». C'est sur la justification du contexte que Joël Aïvo, le doyen de la Fadesp a déclaré ouverte la session régionale de formation qui prend fin le 14 avril prochain.

FORMATION AU VILLAGE D'ENFANTS SOS ABOMEY-CALAVI

Des familles Pfo formées sur le suivi nutritionnel des enfants

Les parents bénéficiaires du Programme familiale d'origine ont reçu une formation sur les manifestations, causes et conséquences de la malnutrition. Assisté par sa collègue Almira Simiclah, éducatrice spécialisée, Dénis Sodjinou, chef restauration au village d'enfants Sos Abomey-Calavi a assuré cette formation qui s'est déroulée au laboratoire du village d'enfants Sos Abomey-Calavi, le 28 mars dernier.

H. M. S

« Attirer l'attention des familles sur les méfaits de la malnutrition ; donner des conseils pour des comportements à adopter afin d'éviter les rafles de la maladie. Laquelle est fondamentalement liée au manque de protéines, de nourritures et de vitamines dans le développement physique et intellectuel des enfants ». C'est par ces mots qui renseignent sur l'objectif de la formation que le communicateur a introduit la séance. A l'entame de la formation, Almira Simiclah a vivement conseillé aux familles de ne pas garder les enseignements reçus à partir de cette formation pour elles-mêmes, mais pour d'autres familles qui en sont dans le besoin. Ouvrant la formation, Dénis Sodjinou, a d'abord fait un brainstorming sur le concept de la malnutrition aux participants présents. « La malnutrition est une maladie qui se déclare lorsque le corps n'a plus de nutriments », a-t-il expliqué pour donner une brève définition du thème en débat. Ensuite, il a évoqué les deux aspects de la manifestation de la malnutrition : malnutrition basée sur le manque de nourritures et celle focalisée sur la quantité accrue de nourritures. Par ailleurs, la manifestation de la malnutrition, a rappelé Dénis Sodjinou, se présente sous trois formes à savoir le kwashiorkor, le marasme et le béribéri. Pour ce qui est du kwashiorkor, développe-t-il, il est lié au manque de protéines qui entraine par la suite la perte de poids, le retard de croissance, l'anémie et les pieds arqués. Ses causes, poursuit-il, sont en rapport avec le sevrage précoce et brusque, le décès et les maladies qui ne permettent pas aux mères de bien nourrir leurs enfants. Quant au marasme, il est lié, a-t-il affirmé, au manque de nourritures suffisantes pouvant apporter de nutriments dans l'organisme de l'enfant. Il a pour causes, carences en fer et en protéines. Le béribéri qui est la dernière manifestation de malnutrition présente chez l'individu des carences surtout en vitamine B1. Pour alors remédier à ces trois maladies nutritionnelles dérivées de la malnutrition, Dénis Sodjinou conseille aux familles de prendre régulièrement une alimentation saine, variée et équilibrée et surtout accompagnée de fruits. Car, justifie-t-il, les fruits contiennent beaucoup de vitamines.

Educ'Action
Journal béninois spécialisé
Education - Investigation - Publicité
Edité par DARICH@MEDIA
Enregistré sous le N°1256/MISP/DC/SG/DGAI/SCC
ISSN 1840-7447
Dépôt légal N° 6772 • 3ème trimestre
Bibliothèque Nationale
Siège Social : C/657 Parcelle G, Jéricho II
BP : 279 Godomey • Tél. : +229 21 00 77 24
E-mail : journaleducaction@yahoo.fr
www.eduactions.org

DIRECTION GÉNÉRALE
Ulrich Vital AHOTONDJI
90 20 91 91 / 95 85 41 18

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Serge-David ZOUEME
97 88 29 48 / 95 99 38 39

DIRECTEUR DE RÉDACTION
Romuald D. LOGBO
97 44 23 37

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Edouard KATCHIKPE

CHEF D'EDITION
Hermann Maurice SAGBOHAN

CHEF DESK ACTU
Josué AFLIYA

RÉDACTEURS
Estelle DJIGRI
Enock GUIDJIME (Stg)
Adjéi KPONON (Stg)

BUREAU RÉGIONAL OUÉMÉ/PLATEAU
Esckil AGBO

BUREAU RÉGIONAL MONO/COUFFO
Jonas BOTCHI

BUREAU RÉGIONAL BORGOU/ALIBORI
Maurice FADEGNON

BUREAU RÉGIONAL ZOU/COLLINES
Lazare AVADO

CORRECTEUR
Joie GBEGNIDAHO

GRAPHISTE
Marc ELEGBEDE

IMPRIMERIE
Editys
Lot 1158A Haie-Vive
08 BP 1188 TP Cotonou
97 12 58 52

TIRAGE
1.000 exemplaires

DISTRIBUTION
Omer KPONOU

SERVICE COMMERCIAL
Parfaite AYETONDE
21 00 77 24 / 97 97 58 05

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AU BÉNIN

Le BTS supprimé après 2018, la Licence et le Master comme examens nationaux cette année

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Marie-Odile Attanasso, était face à la presse, le vendredi 31 mars 2017, dans les locaux de son département. Les points abordés portent singulièrement sur les réformes en cours dans le sous-secteur du Supérieur, en l'occurrence la suppression imminente de l'examen du BTS et la nationalisation des examens de Licence et du Master en République du Bénin.

Serge David ZOUEME

Le moment semble bien s'y prêter. A quelques jours de la célébration du premier anniversaire du régime Talon au pouvoir depuis le 06 avril 2016, le ministre en charge de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a mis l'accent sur les réformes majeures, en l'occurrence celles qui font objet de questionnements. Marie-Odile Attanasso, face à la grogne des promoteurs d'établissements privés d'enseignement supérieur, a clairement renseigné sur la suppression imminente du diplôme de Brevet de technicien supérieur (BTS) au Bénin. A l'en croire, l'examen du BTS sera encore organisé comme examen national au cours des années scolaires 2016-2017 et 2017-2018. « Mais passés ces deux ans, il n'y aura plus de BTS », a-t-elle informé, abordant la nationalisation des examens de Licence et de Master en République du Bénin. En effet, en conseil des Ministres, le gouvernement a pris l'initiative de nationaliser l'organisation des examens de ces deux diplômes au regard des dysfonctionnements et autres incongruités pédagogiques relevés dans les établissements privés d'enseignement supérieur. Le relevé de la dernière rencontre des ministres a davantage précisé les intentions du gouvernement par rapport à cette réforme. Pour le ministre Marie-Odile Attanasso, la nationalisation des examens de Licence et de Master participe de la volonté des gouvernants de donner les mêmes chances à tous les apprenants béninois, qu'ils soient du public ou du privé. « Il y a des fils du Bénin qui sont malheureusement exclus des concours nationaux de recrutement à cause de la qualité douteuse des diplômes qu'on leur délivre à la fin des formations. Pour assainir donc le secteur et donner les mêmes chances à tout le monde, le gouvernement a donc décidé d'organiser à compter de cette année, les examens nationaux de Licence et de Master », a-t-elle informé. Cette réforme, selon l'autorité ministérielle, est transitoire et va durer 3ans pour permettre aux établissements privés d'enseignement supérieur non homologués de se conformer aux textes. « Pendant cette période de transition, ceux qui n'auront pas l'homologation de l'Etat auront choisi de se mettre en retrait et seront purement et simplement fermés », a-t-elle averti. Selon elle, ces établissements non homologués peuvent délivrer des attestations de fin de formations à leurs étudiants pour leur permettre de se présenter aux examens nationaux. Les décisions du gouvernement, a-t-elle, poursuivi, ne visent pas les promoteurs d'établissements privés, mais entendent les appuyer dans leurs efforts à offrir un enseignement de qualité aux apprenants.

Le Ministre Marie-Odile Attanasso lors de la conférence de presse

APRÈS UN AN DE PRÉSENCE AU GOUVERNEMENT

Salimane Karimou dresse l'état de santé de l'école et trace des perspectives

Le présidium au cours du dîner-bilan

Un an dans deux jours qu'il a été appelé par le président Patrice Talon pour dynamiser le portefeuille du sous-secteur des Enseignements Maternel et Primaire. Un an au sein de la barque gouvernementale, Salimane Karimou, dans un exercice de reddition de comptes, a rencontré les professionnels des médias autour d'un dîner de presse. C'était en milieu de la semaine écoulée à l'Infosec de Cotonou. Retour sur les temps forts de cet échange-bilan.

Romuald D. LOGBO

Ils sont venus des quotidiens, radios et télévisions pour répondre à l'appel du ministre des Enseignements Maternel et Primaire qui, au détour d'un dîner, s'est voulu explicatif des actions menées à la tête de ce département ministériel en même temps qu'il zoome l'avenir sur ce qui lui reste à faire en cas de son maintien au gouvernement. Dans un contexte de cordialité et de convivialité, entouré de son directeur de cabinet et du secrétaire général, Salimane Karimou s'est laissé aller au point des réformes initiées de son ministère en rappelant celles qui ont une résistance farouche et ont subi l'arbitrage gouvernemental, nonobstant leurs pertinences. Le diagnostic du sous-secteur à l'avènement du régime en avril 2016 révèle, selon Salimane Karimou, « une pénurie d'enseignants prononcée en ville comme en campagne dans les écoles maternelles et primaires ; une pénurie de personnel d'encadrement pour le suivi et le contrôle pédagogiques ; beaucoup d'écoles à effectifs réduits et peu soutenables mais déclarées comme des écoles à 6 classes ayant besoin de 6 enseignants ; la surpopulation des structures centrales et des directions départementales se retrouvant oisive dans les bureaux ; beaucoup de jeunes enseignants sortis des ENI incapables de bien parler ou de bien écrire le Français ; des rentrées scolaires tardives : 04 semaines plus tard et des vacances précoces : 08 semaines plus tôt ; des résultats catastrophiques au CEP ; des performances injurieuses du Bénin dans les rapports du PASEC ». Appelé à administrer une thérapie à chacun de ces maux pour freiner l'élan et redresser la courbe, Salimane Karimou à la suite de l'inventaire de ces problèmes, dresse à côté la liste des réformes entreprises pour redresser la barre. « Les instructions officielles sur l'organisation et le déroulement des examens professionnels en 2016 ; la mobilisation de jurys exceptionnels pour les examens de sortie de l'EFPEEN ; le circulaire portant respect du calendrier scolaire 2015-2016 ; la planification des activités de renforcement après le CEP ; les emplois du temps spéciaux ; la délibération du CEP 2016 dans le respect des textes en vigueur ; la fusion des complexes pour le redéploiement du personnel non utilisé ; le redéploiement des enseignants bureaucrates … » et la liste n'est pas finie, sont, entre autres, quelques-unes des réformes initiées pour apporter une réponse au précédent diagnostic. Au cours des débats qui ont suivi sa présentation, Salimane Karimou précisera ses ambitions pour son ministère. Pour lui, ses rêves sont repris par le Programme d'Actions du Gouvernement et auxquels il travaille de façon acharnée avec les cadres de son ministère pour écrire au cours de son passage, les plus belles pages de l'histoire de l'éducation au Bénin, du moins, pour ce qui est du sous-secteur Enseignements Maternel et Primaire.

ABDEL RAHAMANE BABA MOUSSA, DU RETOUR DE LA TRIENNALE ADEA 2017

« Le nouveau modèle éducatif du Bénin a été bien conçu avec des passerelles vers l'emploi »

Abdel Rahamane Baba Moussa, STP-PDDSE

Le Secrétaire Technique Permanent du Plan Décennal de Développement du Secteur de l'Education au Bénin (STP-PDDSE) a participé, du 14 au 17 mars 2017, à la triennale de l'éducation et de la formation en Afrique, ADEA 2017. Une rencontre qui s'est déroulée à Dakar au Sénégal et qui a rassemblé les sommités de l'éducation au plan sous régional. De retour à Cotonou, il a bien voulu partager avec les lecteurs de Educ'Action, la substance de ces assises. Entretien.

Educ'Action : Professeur, vous revenez de Dakar où s'est déroulée la triennale de l'éducation et de la formation en Afrique. Quelle est l'utilité d'une telle triennale ?

Abdel Rahamane Baba Moussa : Il s'agit de la triennale de l'Association pour le Développement de l'Education et de la Formation en Afrique. C'est une association qui est créée par les Etats qui sont représentés par les ministres en charge de l'éducation dans chaque pays membre. Elle est dotée d'un secrétariat exécutif basé à Abidjan. Il y a des groupes techniques tels que celui sur l'éducation non formelle, sur l'enseignement secondaire, sur l'enseignement supérieur, etc. Tous les trois ans, cette association se réunit pour faire le point sur la situation de l'éducation dans les pays africains. La triennale de cette année avait pour thème : revitaliser l'éducation dans la perspective du programme universel 2030 et de l'agenda 2063 pour l'Afrique. L'un des éléments forts de ces deux programmes, notamment 2030, c'est d'inscrire le développement de l'Afrique dans le cadre de la renaissance africaine. Il s'agissait de réfléchir à avoir un système éducatif qui refléterait bien la culture africaine. Cette idée de renaissance africaine qui prendra en compte les savoirs endogènes, l'histoire de l'Afrique souvent oubliée, etc. C'est de tout cela que nous avons discuté en plus des aspects généraux relatifs à la qualité, à l'accès, que nous évoquons habituellement.

> *« Tous les trois ans, cette association se réunit pour faire le point sur la situation de l'éducation dans les pays africains. »*

Qu'est-ce qu'on peut retenir de cette rencontre ?

C'est une rencontre qui est assez riche et assez dense. Ce sont des centaines de participants, des plénières qui s'enchaînent les unes après les autres, des tables-rondes et tout le monde y passe que ce soient les ministres ou les cadres. Nous retenons surtout que les présentations se ressemblent et les problèmes d'un pays à l'autre sont les mêmes. Notre profil de scolarisation transversal peut être appliqué à tous les pays d'Afrique pratiquement parce que notre pays reçoit beaucoup d'enfants et en laisse beaucoup à l'extérieur. Donc, la question de la prise en charge des exclus a été le menu principal des débats. Il en est de même de la question de la formation des enseignants dans presque tous les pays. Certains pays comme le Niger sont très illustratifs de la situation avec un niveau des enseignants très bas. Les résultats sont toujours présentés de la même façon. On parle beaucoup de bien former les enseignants, d'aider à la qualité de l'enseignement mais des solutions concrètes, pour aller vers une approche holistique sont très rares. Les ministres ont reconnu que c'est bon d'avoir cette éducation non formelle mais comment faire l'ancrage et l'arrimage ? Une grande interrogation subsiste !

> *« Nous avons présenté le cas du Bénin en tant qu'orateur principal dans un panel où il y avait six (06) autres ministres qui sont venus de la Côte d'Ivoire, de l'Egypte, du Niger et autres. »*

Justement à l'occasion de cette rencontre, vous avez présenté la nouvelle architecture en cours d'élaboration actuellement. Quelle a été la réponse de la cible ?

Je crois que cela a été très bien apprécié mais comme je vous l'ai dit, c'est un forum dans lequel les sessions s'enchainent. Malheureusement après la présentation, il n'y a pas eu un débat avec la foule mais dans les couloirs, en échangeant avec les autres acteurs, j'ai constaté que ce modèle avait beaucoup intéressé. Nous avons présenté le cas du Bénin en tant qu'orateur principal dans un panel où il y avait six (06) autres ministres qui sont venus de la Côte d'Ivoire, de l'Egypte, du Niger et autres ; nous avions également le directeur Général de l'éducation pour l'Afrique à l'Unesco qui était, comme nous-même, orateur principal. Je crois que le modèle que nous sommes en train de faire, même si d'autres pays ont commencé pratiquement à prendre en compte l'éducation non formelle, notre modèle, théoriquement, a été bien conçu, est bien lisible, avec des passerelles, des parcours vers l'emploi, qui permettent non seulement de revaloriser l'éducation non formelle mais aussi, de trouver une place dans ce modèle pour la prise en charge des savoirs endogènes. J'ai présenté le même modèle sous le volet savoirs endogènes dans un autre atelier avec cette idée qu'il fallait renouer avec la culture et les savoirs endogènes. D'autres expériences étaient aussi intéressantes car dans le panel où j'étais, il y avait le ministre de l'éducation de l'Egypte qui a annoncé qu'à partir de la prochaine réforme qu'ils sont en train de mettre en place, les deux ou trois prochaines années, ils auront un système éducatif qui n'aura plus rien à voir avec le système éducatif qu'ils ont hérité de la colonisation. Cela va être le premier système qui est monté, conçu par les égyptiens avec les problèmes des égyptiens pour les enfants égyptiens. Nous avons aussi le Mali qui a intégré dans sa loi d'orientation les savoirs endogènes et qui a mis en place un dispositif de collaboration entre les sachants, c'est-à-dire les personnes traditionnelles qui connaissent vraiment les savoirs endogènes, et les enseignants pour qu'il y ait un arrimage entre les savoirs endogènes et les savoirs scolaires. Autant d'expériences que nous pouvons capitaliser ici au Bénin pour enrichir notre modèle, théoriquement déjà bien conçu.

> *« L'implémentation de ce nouveau modèle, une fois qu'il aura été adopté dépendra aussi de l'engouement que cela suscitera au niveau des populations... »*

Quelles sont les chances d'implémentation de ce modèle aujourd'hui au Bénin ?

J'ai beaucoup d'espoir, car, dès lors que nous avons fait la restitution avec les ministres, il y a quelques semaines, et qu'ils ont montré tous unanimement, en tout cas pour les deux qui étaient là, leur adhésion à nos propositions, dès lors qu'un compte rendu a été adressé au chef de l'État et que nous aurons l'opportunité, sans doute dans les prochains jours, d'aller lui présenter ce modèle qui répond bien au diagnostic que nous avons posé, les chiffres sont clairs et évocateurs, je crois que l'implémentation sera possible. Les décisions hardies ont été prises en octobre dernier et n'ont pas encore été mises en œuvre à ce jour, notamment en ce qui concerne les fonds complémentaires mobilisés pour faire fonctionner l'équipe. Il est vrai que la mise à disposition de personnel s'est améliorée au niveau du STP. Il y a également l'arrêté interministériel qui est en cours d'actualisation. Tout cela constitue des préalables pour que nous puissions aller de l'avant. Les informations restent encore difficiles à obtenir, mais je crois qu'on peut mettre cela sur le dos du ''turn-over'' qu'il y a eu au niveau des directions, notamment les DPP et certains cadres. L'administration devrait être une continuité mais je pense que peut-être on va rattraper cela très bientôt. Ces questions sont essentielles et nous avons encore une liste de questions en attente de réponses claires. Le modèle et sa structure sont déjà là mais nous devons les remplir pour faire les projections jusqu'à 2030.

Vous avez certainement un message à l'endroit des équipes qui travaillent, pour clôturer cet entretien !

Je voudrais remercier toutes les équipes qui travaillent avec nous, y compris les ministres qui nous soutiennent également et je demande à tout le monde de rester mobilisé. Je voudrais solliciter également les collègues DPP à prendre à bras-le-corps ce modèle. C'est le modèle national et il faut que chacun puisse le porter et nous fournir également les informations qui sont attendues. Il serait intéressant que nous commencions à communiquer parce que l'implémentation de ce nouveau modèle, une fois qu'il aura été adopté dépendra aussi de l'engouement que cela suscitera au niveau des populations et des changements de mentalité que nous recherchons en ce qui concerne l'éducation non formelle.

Propos recueillis par
Irich Vital AHOTONDJI

ELABORATION DU PLAN SECTORIEL DE L'EDUCATION POST 2015

Les journalistes formés pour faciliter l'appropriation du Document par les populations

Le Secrétariat Technique Permanent du Plan Décennal de Développement du Secteur de l'Education (STP-PDDSE) a servi de cadre à un atelier de renforcement des capacités des journalistes béninois le mardi 28 mars dernier. Venus des quatre coins du pays, les professionnels des médias ont massivement répondu présents.

Adjéi KPONON

De Banikoara à Cotonou en passant par Djougou, Natitingou, Lalo, Parakou, Allada, Lokossa, et autres, c'est au total 27 organes de presse, toutes catégories confondues, qui ont fait le déplacement sur Cotonou. Objectif, participer à l'atelier de renforcement des capacités initié par le STP-PDDSE en vue d'aiguiser leurs compétences professionnelles et d'actualiser leurs connaissances sur le Plan Sectoriel de l'Education post 2015. Au menu des échanges, quatre communications et un plaidoyer.

Aperçu du déroulement des travaux ...

La première communication a été présentée par Dr Pascal Zountcheme, Directeur du Centre Africain de Formation et de Perfectionnement des Journalistes (CAFPJ). Dans son message aux participants, il a retracé les fondamentaux du journalisme. A cet effet, il a fait le tour des trois (3) fonctions des médias, des principes du journalisme et des règles de l'écriture journalistique. Pour satisfaire la curiosité des participants, il est aussi revenu sur de nombreuses erreurs professionnelles parfois commises par inadvertance dans l'exercice de la profession. Après plus d'une heure de discussions nourries, la parole est revenue à Guy-Constant Ehoumi, Président de l'Observatoire de Déontologie et de l'Ethique dans les Médias (ODEM). Pour son thème « Ethique et déontologie dans les médias au Bénin », le Président de l'ODEM n'a pas fait dans la dentelle. C'est à bâtons rompus et entre confrères qu'il a parcouru les articles du Code de déontologie de la presse béninoise en soulignant à chaque étape certaines pratiques contraires au métier. A ce rendez-vous entre acteurs, les astuces de Guy-Constant Ehoumi ont rencontré l'adhésion massive des journalistes présents. C'est dans un jargon technique dilué, que Mohamed Aboubakari, ex Directeur de la Programmation et de la Prospective (DPP) du Ministère des Enseignements Maternel et Primaire (MEMP), a présenté ce qu'est un Plan Sectoriel de l'Education et son processus d'élaboration. Caractéristiques d'un Plan Sectoriel de l'Education, analyse sectorielle, modèle de simulation et d'étayage, endossement financier du plan, calendrier d'exécution des activités qui traduit la mise en œuvre et enfin, suivi-évaluation. Telles ont été les grandes articulations de sa communication. C'est avec technicité qu'il a répondu aux questions des journalistes au cours des échanges qui ont duré plus d'une heure d'horloge. Attention, concentration et silence ont caractérisé la posture des hommes des médias lors de la communication du STP-PDDSE, Abdel Rahamane Baba-Moussa. « Note d'analyse sectorielle de l'éducation au Bénin : présentation des résultats », tel est le thème de sa présentation qu'il a déballé devant ses apprenants d'un jour. Une à une, statistiques à l'appui, les tares du système éducatif béninois ont été passées à la loupe avant que la nouvelle architecture du système éducatif ne soit présentée aux journalistes. Preuve de l'intérêt qu'ils ont manifesté à l'endroit de cette communication, il a fallu deux séries de questions-réponses pour vider les inquiétudes. A sa suite, Gilbert Migan, Consultant en éducation à la Coopération Suisse. Il a tenu à montrer l'importance de la présente séance de sensibilisation et de formation. Pour lui, le PME (Partenariat Mondial pour l'Education) accorde une place importante aux médias pour la sensibilisation des populations sur l'élaboration d'un Plan voulu sous l'approche participative et constructive de l'ensemble des acteurs de l'éducation au Bénin. Une remise officielle des lettres de missions à chaque organes de presse associé par le STP-PDDSE a mis fin aux manifestations.

AVIS DE QUELQUES PARTICIPANTS

Adamou Zibrila, Solidarité FM Djougou

« En tant que journaliste, je salue cette initiative, car, elle nous permet d'accompagner ce processus. Avec les responsables, nous allons travailler afin que les populations que nous desservons soient informées au même titre que les autres. Le cahier des charges que nous avons reçu va nous permettre de produire des émissions en descendant sur le terrain au contact des populations ».

Moukaram Kossoko, Radio La voix de la Lama, Allada

« Il faut louer l'initiative qui permet aux journalistes de comprendre le processus parce que ce n'est pas donné de savoir d'avance tout ce qu'on met dans un plan. Ce qui a retenu plus mon attention, c'est la communication du STP qui a expliqué de long en large le mécanisme mis en place pour que le PSE post 2015 puisse prendre corps normalement. Même si nous ne voyons que l'aspect intellectuel, nous avons compris que le système éducatif est un tour, de la maternelle jusqu'à l'université. Désormais nous devons parler aux parents afin de changer leur mentalité y compris les intellectuels pour qu'ils puissent prendre en compte les formations artisanales ».

Gilbert Migan, Consultant en éducation à la Coopération Suisse

« Le nombre d'invité est impressionnant, car, il y avait presque tous les organes y compris les radios communautaires. Cela a permis d'avoir une idée claire de tous ceux qui vont participer à cette activité que nous voulons très participative à l'endroit des populations. Je suis rassuré qu'avec cet effectif, on pourra atteindre l'objectif fixé. En effet, il s'agit d'impliquer tous les acteurs de l'éducation dans l'élaboration de ce Plan sectoriel de l'éducation qui va partir de 2018 à 2030 comme les ODD notamment, l'ODD 4. Pour le PME, il faudrait qu'un Plan de développement du secteur de l'éducation soit non seulement compris par la population mais permette à cette dernière de s'expliquer et de donner son point de vue. Ainsi, les acteurs pourront se retrouver dans ce que nous allons faire ».

Joseph N'Da, Radio Nanto, Natitingou

« J'ai beaucoup apprécié cette rencontre, car, c'est une lutte commune que nous menons. Personnellement je me dis que cela ne doit pas s'arrêter ici. Il faut que chacun de nous sur le terrain puisse mener le combat afin que nous ayons de bons résultats. De retour, il y a certaines couches de la population que nous allons toucher pour venir à bout de cette mission ».

Marcel Zounmenou, Rédacteur en chef de la Nouvelle Tribune, Cotonou

« Le secteur de l'éducation est un secteur qui nous intéresse tous mais sur lequel la majorité des journalistes n'ont pas les informations intéressantes dont les populations ont besoin pour faire leurs choix. L'atelier de ce jour nous a permis de nous imprégner des résultats de l'état du système éducatif et de savoir ce qu'on appelle un plan sectoriel de l'éducation et aussi de mesurer son impact sur la vie des béninois. Notre rôle est donc de faire en sorte que la majorité des béninois soit informée du contenu de ce plan et des avantages que chacun pourra en tirer. Je retiens que le plan en élaboration tient compte des erreurs du passé et permettra de régler de façon substantielle le problème du chômage ».

Sena Liblia, ORTB-Radio

« Je retiens que les acteurs sont en train de poser des actes concrets pour que le secteur de l'éducation contribue au développement du pays. Avec l'aide de mes supérieurs, je compte réaliser des émissions, reportages et autres sur l'éducation et l'orientation scolaire et professionnelle ».

Guy Constant EHOUMI, Président de l'ODEM

« J'ai trouvé que les journalistes qui étaient présents sont motivés et qu'ils avaient besoin de comprendre quelques notions dans la pratique quotidienne de leur travail pour qu'ils puissent améliorer leurs prestations de tous les jours. La représentativité des journalistes que j'ai vus est déjà appréciable. Il faut que les journalistes mettent toute la technique pour collecter la bonne information en allant sur le terrain. Je les invite aussi à diversifier leurs sources d'informations en allant vers les divers acteurs de l'éducation ».

HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU SCOLAIRE

Les « écoles bleues » pour éduquer autrement les apprenants

Lancé en novembre 2016, le jeu concours « Meilleurs chants et poèmes sur le lavage des mains au savon », organisé au profit des écoles dans le cadre de la phase II du projet Eau Potable pour Ecoles et Centres de Santé (EPECS) vient de livrer ses résultats. L'équipe de coordination du projet, les bras chargés de matériels d'assainissement et d'hygiène, a rendu visite les 30 et 31 Mars 2017 aux écoles lauréates dans les communes de Banikoara et de Djougou.

Edouard KATCHIKPE, de retour de Djougou

Cinq mois après le lancement du jeu concours « Meilleurs chants et poèmes sur le lavage des mains au savon », l'équipe de coordination du projet Eau Potable pour Ecoles et Centres de Santé (EPECS), financé par l'ONG Helvetas Swiss Intercooperation a tenu à sa promesse de récompenser les meilleures écoles bleues de Banikoara et de Djougou, deux nouvelles communes d'intervention de la phase II du programme. Joignant l'acte à la parole, l'équipe composée de la coordonnatrice Monique Gbaguidi et de l'Assistant Technique Yves Pascal Agoua s'est rendue dans les départements de l'Alibori et de la Donga pour gratifier les écoles lauréates de cette deuxième édition d'un lot important de matériels d'hygiène et d'assainissement. Première étape de la tournée, la commune de Banikoara dans le département de l'Alibori le 30 Mars 2017 où l'équipe a octroyé aux cinq écoles primaires publiques Sanississi classée 1ère, Sompérékou B distinguée 2ième, Sompérékou C logée 3ième, Arbonga B désignée 4ième et Toura A récompensée 5ième, un lot de matériels composé de 5880 pains de savons Palmida, 27 postes d'eau+robinet, 37 poubelles plastiques, 65 bidons pour tippy tap (dispositif de lavage des mains), 17 arrosoirs de jardin, 17 pelles et 17 râteaux. L'objectif principal de ce jeu concours organisé dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale du lavage des mains, renseigne Monique Gbaguidi la coordonnatrice du projet EPECS, est d'apprécier le niveau d'observation et d'internationalisation des différents enseignements sur le lavage des mains et aussi de créer une certaine compétitivité entre les écoles bleues de la commune de Banikoara. « Nous devons reconnaître aux responsables de l'ONG Helvetas, leurs mérites pour avoir vraiment voulu nous accompagner pour le maintien de la santé dans notre milieu éducatif afin que les apprenants puissent rendre le meilleur d'eux-mêmes », a laissé entendre Jérôme Nouwligbeto, Conseiller Pédagogique de la zone II de Banikoara au lancement de la cérémonie de remise de prix. Après avoir adressé ses mots de remerciements à l'endroit de l'ONG donatrice, Samuel Tohon parlant au nom des écoles lauréates, a solennellement pris l'engagement de l'usage à bon escient des matériels reçus. Sur les 22 écoles bleues que compte la commune de Banikoara, 10 écoles ont soumis leurs productions au jeu concours. Après l'étape de Banikoara, la coordination du projet EPECS a mis le cap sur la commune de Djougou le lendemain 31 mars 2017 pour le même exercice. Dans les locaux du service de l'eau du département de la Donga, les Conseillers pédagogiques, enseignants et directeurs d'écoles participantes ou non participantes ont répondu à l'appel de l'équipe de coordination du projet. Ici, sur trente écoles bleues que compte la commune, quinze ont participé au jeu concours « Meilleurs chants et poèmes sur le lavage des mains au savon ». Cinq écoles primaires publiques que sont Affatalanga, Taïfa Kofa, Bougou II/B, Gnonri et Nima Partago ont présenté les meilleures productions, selon la délibération du jury et ont été aussi récompensées. Elles ont reçu le même lot de matériels d'hygiène et d'assainissement. Regrettant n'avoir pas fait participer son école à la compétition, Adjélé Hatifou Mamam, directeur de l'EPP Kpébouko, a exhorté ses collègues n'ayant pas participé à cette compétition, à serrer les rangs dès la prochaine édition. « J'ai vraiment la chair de poule parce que je pouvais gagner comme les autres écoles lauréates. Qu'on dise simplement que le concours sera lancé demain et je vais faire participer aussi mon école. J'invite les écoles gagnantes à ne pas dormir sur leurs lauriers, car, nous allons remporter la première place à la prochaine édition », avertit-t-il en signe de défi lancé aux écoles gagnantes de cette année. Pour précision, les écoles participantes qui ne figurent pas dans le Top 5 ont reçu des lots de consolation. Un recueil des 10 meilleurs chants et poèmes de cette édition du jeu-concours a été distribué à toutes les écoles bleues des deux communes.

Lire la suite à la page 7 ☞

Suite de la page 6 ☞

De la procédure de sélection aux ambitions du projet EPECS....

Dans le cadre de cette compétition, les écoles ont été invitées à produire un texte de poésie ou une chanson qui apporte des réponses aux questions sur l'utilité du lavage des mains à l'eau et au savon, les moments clés du lavage des mains à l'eau et au savon et les différentes étapes du lavage des mains. Après réception des productions, un jury composé des Conseillers pédagogiques, des Chefs de Régions pédagogiques et de l'équipe de coordination du projet EPECS, a été mis à contribution pour la lecture et la sélection des meilleures œuvres. La seconde étape de sélection des meilleures écoles bleues du jeu concours reste la visite des écoles présélectionnées suivie de l'interprétation des chants et poèmes par les écoliers. A ce niveau, le jury a observé l'installation et l'utilisation effective des TIPY-PAP, un dispositif de lave-main mis à disposition des différentes écoles d'intervention du projet. Financé par l'Organisation Non Gouvernementale Helvetas Swiss Intercooperation, le projet Eau Potable pour Ecoles et Centres de Santé (EPECS), mis en œuvre depuis 2009 est dans sa seconde phase. La première phase qui s'est achevée en 2013 a laissé place à une deuxième phase démarrée en 2014 et dont l'échéance est prévue pour cette année 2017. Le programme fait un focus sur l'amélioration des conditions d'approvisionnement en eau, sur l'hygiène et l'assainissement dans les écoles et centres de santé qui sont considérés comme des milieux fréquentés par des groupes un peu vulnérables. « Dans les écoles, les plus jeunes sont encore sujets à des infections liées aux mains sales, à la qualité de l'eau et autres. Les centres de santé reçoivent également des malades. Donc, ce sont des personnes qui sont exposées aux

bactéries et différentes affections que nous connaissons », explique Monique Gbaguidi qui souligne également qu'en améliorant les conditions d'hygiène, cela influence positivement la qualité des soins qui est donnée aux malades dans ces centres.

IMPRESSIONS DES DIRECTEURS DES ÉCOLES LAURÉATES

Dovèyi Serge Toboé , Directeur de l'EPP Toura/A à Banikoara

« Nous avons participé au jeu concours et nous sommes classés 5ième dans la commune de Banikoara. C'est une grande joie de nous retrouver dans cette position même si notre souhait était de faire mieux. Nous allons faire l'effort de progresser les fois à venir. Nous remercions le projet EPECS l'ONG Helvetas ».

Taïrou Yacoubou , Directeur de l'EPP Sompérékou/C à Banikoara

« J'ai pris part au jeu concours organisé par Helvetas par rapport à la poésie et au chant et j'ai occupé le troisième rang. C'est vraiment une fierté pour moi. Je ne m'attendais pas à occuper cette position parce que j'ai pris les choses au vol. Je me suis impliqué pour voir ce que cela pouvait donner et aujourd'hui, je suis très content de constater que j'occupe le troisième rang. Je pense que dans les années à venir, je pourrai améliorer ma position. Nous allons souhaiter une longue vie à l'ONG Helvetas qui fait beaucoup pour les écoles ».

Samuel Tohon , Directeur de l'EPP Sanississi à Banikoara

« Mes impressions sont bonnes en ce sens qu'un travail dur est payé. Nous avons obtenu le premier prix. La poésie est une passion pour moi et quand j'ai vu le jeu concours lancer, je me suis dit que c'est une opportunité pour moi de faire un feedback sur ce que j'aime si tant. Je promets que nous allons faire bon usage des matériels qui nous ont été offerts. Si l'équipe du projet peut aussi repenser aux prix, ne serait-ce que de se rapprocher de ces écoles pour savoir dans quels domaines ils ont besoin d'aide pour soulager leurs peines, je crois que ce serait bien ».

Sarigui Jean Saka Yarou , Directeur de l'EPP Sompérékou/B à Banikoara

« Nous avons participé au jeu concours de l'ONG Helvetas qui nous assiste sur des questions d'hygiène. Après la délibération du jury, nous avons occupé la 2ième place et nous sommes tellement heureux. Avec l'arrivée du projet EPECS, on est tellement content puisque cela nous renforce dans nos programmes. En français par exemple, nous avons un chapitre « l'homme et sa santé ». Donc, nous apprenons aux enfants comment garder l'environnement sain et vivre en bonne santé. Les mots me manquent pour exprimer ma joie. Je suis tellement pressé de me rendre à l'école pour que les enfants puissent observer le fruit notre effort ».

Aziz Moussé , Directeur de l'EPP Arbonga/B à Banikoara

« Nous avons pu occuper le rang de 4ième par rapport au jeu concours sur le lavage des mains. Nos impressions sont bonnes parce qu'on ne pensait pas pouvoir avoir un feedback comme tel est le cas aujourd'hui. Donc, nous sommes satisfaits par ce geste de Helvetas. Nous sommes à notre première expérience et nous avons pris bonne note de ce qui est fait aujourd'hui afin d'être plus au rendez-vous la prochaine fois. Nous n'allons plus occuper ce rang, on sera parmi les premiers ».

Cosme Dieudonné Tchalla , enseignant à l'EPP Bougou II/B à Djougou

« Personnellement, mes impressions sont bonnes et je trouve l'initiative très bonne. Je souhaiterais que ce jeu soit lancé régulièrement afin que les élèves et nous-mêmes puissions nous mettre véritablement à l'œuvre ».

Bénita Agbikpame , Directrice de l'EPP Taïfa Kofa à Djougou

« L'école a été lauréate au concours du projet EPECS de Helvetas sur l'hygiène et la santé. Nous sommes sortis 2ième et je suis très contente pour cette initiative qui a permis aux apprenants d'apprendre à se laver les mains, à bénéficier de quelques règles d'hygiène. Nous sommes très contentes et nous exhortons Helvetas à continuer sur cette lancée. Nous promettons de faire bon usage de tout ce qu'ils nous ont donné et aussi de continuer par travailler dans nos écoles sur la propreté de nos apprenants, de notre environnement, l'hygiène corporelle et vestimentaire de nos apprenants ».

Anselme Bio Sandarou , Directeur de l'EPP Nima Partago/B à Djougou

« Lors du lancement de ce jeu-concours, je n'avais pas pensé que cela pouvait prendre une telle ampleur. On s'est tout de suite mis dans la danse et avec un peu de chance, nous avons pu être parmi les lauréats en décrochant le 5ième prix. Je crois que c'est l'occasion aussi de remercier l'ONG Helvetas pour tout ce qu'elle fait en matière d'hygiène et d'assainissent dans nos écoles, sans oublier nos responsables hiérarchiques qui n'ont ménagé aucun effort pour la réussite de ce jeu concours ».

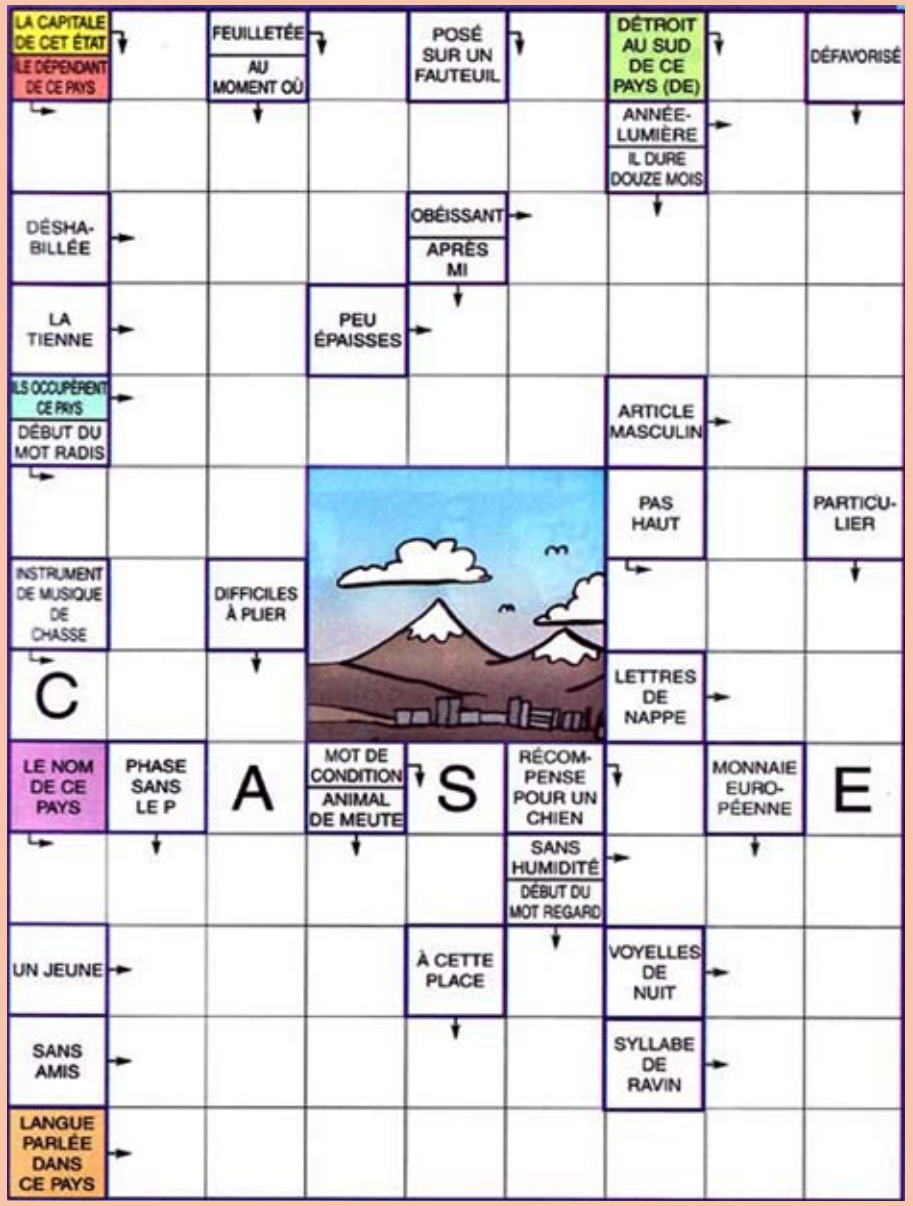
Mohamed Fousséni , Directeur de l'EPP Affatalanga à Djougou

« Je suis très content parce que j'ai occupé la première place de ce jeu concours. Je tiens à féliciter l'ONG Helvetas pour son intervention dans nos écoles afin de contribuer au changement de comportements. Je suis content, les mots me manquent parce que c'était une surprise pour moi ».

Sakibou Saré , Directeur de l'EPP Gnonri à Djougou

« Je remercie très infiniment Helvetas pour ce qu'elle fait pour nous et je voudrais demander à l'ONG de continuer dans ce sens parce que là où il y a l'hygiène et l'assainissement, je crois que la santé répond toujours présente et de façon pérenne ».

MOTS FLÉCHÉS



CHARADES

Réponses de la dernière parution

- Mon premier se trouve dans la gueule du loup
- Mon deuxième est indispensable a la vie
- Mon troisième est un jeu
- Mon quatrième est au milieu de la mer
- Mon tout vit dans les fleuve d'amazonie

Réponse : Le crocodile (Croc eau dé ile)

- Pour fêter la nouvelle année on s' embrasse sous mon premier.
- Mon second est un préfixe qui indique la répétition.
- Mon troisième n'est pas rapide.
- Mon quatrième est le double de 1.
- Mon tout décore le sapin.

Réponse : Guirlande (gui - re - lent - deux)

- Mon premier se trouve au milieu du visage.
- Mon deuxième est un métal.
- Mon troisième est un célébré canari que gros minet aimerai bien manger.
- Mon tout a été une reine d' Égypte.

Réponse : Néfertiti (nez fer titi)

- **Mon premier est au milieu de la figure.**
- **Mon deuxième est le contraire d'habillé.**
- **Mon troisième dirige les bateaux en mer la nuit.**
- **Mon tout est une fleure sur l'eau**

Réponse : Le nénuphar

- Mon premier recouvre le corps.
- Dans la gare on marche sur mon second.
- On a besoin de mon troisième pour faire des phrases.
- On fait mon quatrième pour attacher deux cordes.
- Mon tout plait souvent aux enfants.

Réponse : Pokemon (Peau, quai, mot , nœud)

PÊLE-MÊLE

9 LETTRES : Un type de bicyclette apparu au début des années 1870.

AMERE	COURUE	LAVEUSE	POUSSE
ANAR	CUILLER	LEGUER	RALER
BEDON	DEBATTEUR	MARBRER	REBELOTE
BOURRUE	DEVENU	MEGOTANT	REDITE
BRASE	DIAGONALE	MENTOR	RELUI
CABLEUSE	DISCUTE	METREUR	REMISE
CANNELER	EFFROI	NOEL	RUSSE
CHIEN	ENQUETEUR	OBTENU	TALON
COGNAC	GROS	OMISE	TIRAILLER
CONSIGNER	IMMOBILE	OSIER	TIRE
CORDEAU	INTERNE	PLAQUER	

L	C	T	C	N	E	M	E	T	R	E	U	R	R	U	O	B	R
T	O	N	A	C	O	R	D	E	A	U	E	U	N	E	V	E	D
I	U	A	N	R	I	L	F	D	E	D	E	S	R	E	L	A	R
R	R	T	G	T	E	F	A	L	I	T	C	I	U	L	E	R	A
A	U	O	O	G	R	B	I	T	T	A	D	O	I	E	E	R	N
I	E	G	C	O	G	B	E	A	B	I	G	U	M	N	V	R	A
L	T	E	I	R	O	S	B	L	S	O	C	O	G	I	E	A	M
L	E	M	O	M	I	E	E	C	O	N	B	I	N	L	S	A	L
E	U	S	M	M	D	U	U	S	E	T	S	T	E	A	R	E	R
R	Q	I	E	O	S	T	I	I	A	N	E	N	E	B	L	U	A
E	N	R	N	E	E	E	H	N	O	R	N	O	R	N	S	E	D
M	E	N	T	O	R	C	B	C	N	A	B	E	S	S	U	O	P
A	R	E	U	Q	A	L	P	E	C	I	R	L	E	G	U	E	R

HERVÉE ALIDA ALINGO, À PROPOS DE "LA COUR AUX MILLES MÉTIERS"

« Le projet est dédié à tous les métiers de l'événementiel »

Né depuis bien des années, le Groupe d'Action pour la Réduction de la Pauvreté et des Inégalités Sociales (GARPIS), est l'une des nombreuses organisations non gouvernementale ayant comme aspiration de venir en aide à toute personne en quête d'un premier emploi. Rencontrée au cours de l'une de ses nombreuses activités, la directrice Hervée Alida Alingo a accepté librement de répondre aux questions de l'équipe de votre journal Educ'Action. Elle a par ailleurs saisi l'occasion pour renseigner sur les activités phares et les domaines d'excellence de son ONG. Entretien…

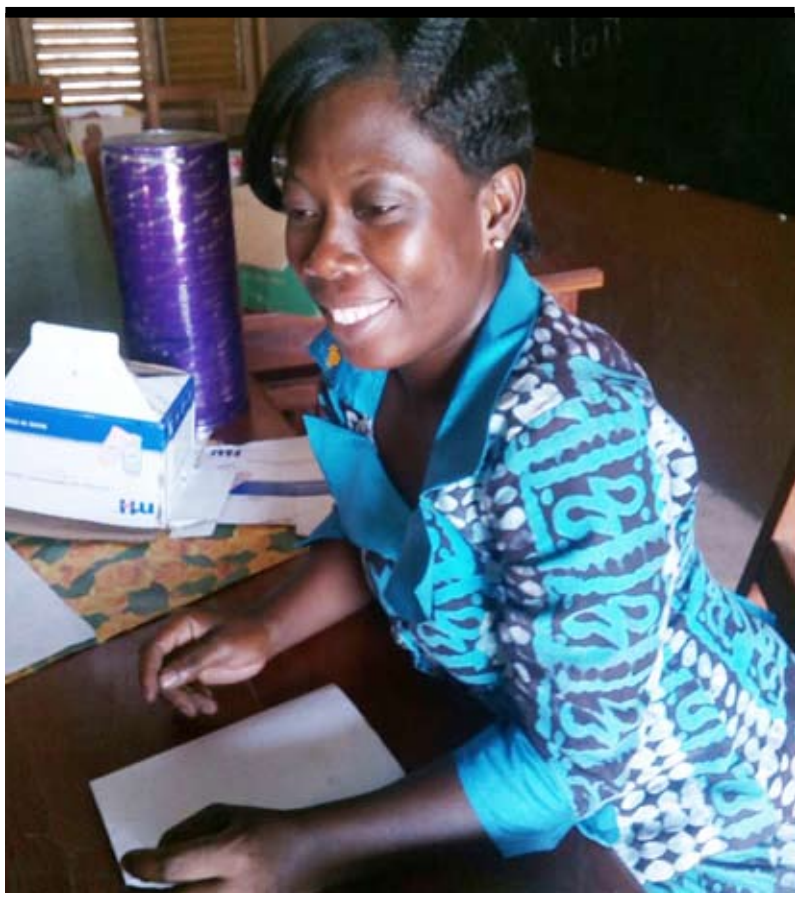
Educ'Action : Présentez-nous l'ONG GARPIS.

Hervée Alida Alingo : GARPIS signifie Groupe d'Actions pour la Réduction de la Pauvreté et des Inégalités Sociales. C'est une Ong qui a pour but principal de lutter contre la pauvreté. Les objectifs de cette Ong se déclinent comme suit : lutter contre la pauvreté ; former, éduquer et insérer les jeunes déshérités dans le monde du travail ; développer des activités de l'épargne et du crédit ; créer un cadre de protection et de réhabilitation des personnes vulnérables (personnes du troisième âge, orphelins, enfant maltraités, femmes en difficultés) etc. Le siège social de l'Ong est situé dans la commune d'Abomey-Calavi, arrondissement d'Akassato, quartier Agassa-Godomey et a un bureau exécutif qui travaille pour l'épanouissement du groupe. Sont membres de GARPIS, toutes personnes de bonne volonté passionnées par les activités sociales et caritatives.

> *« Cela ne voudra pas dire qu'ils peuvent laisser leurs métiers. Mais quand tu as ce métier à côté et qu'on sait que dans notre pays, chaque samedi, il y a toujours de fête, il y a des funérailles, cela te sert toujours, tu peux t'en sortir facilement. »*

Quelles sont les actions que l'Ong GARPIS mène dans la société ?

Dans le domaine de la réduction de la pauvreté, d'abord nous avons commencé cette année, un projet dénommé la cour aux milles métiers. C'est un projet qui fait appel à une reconversion des personnes qui ont des diplômes mais qui n'ont pas trouvé du travail ; c'est un projet qui fait appel à toutes les personnes qui veulent se faire former rapidement et qui est dédié aux métiers de l'événementiel. C'est-à-dire la décoration, l'art floral, le mécope qui n'est rien d'autre que le maquillage. On apprend à nos stagiaires à maquiller les mariés, à faire les maquillages de soirées, les maquillages de présentation pour les journalistes et animateurs télé et également les attachés de foulard, les coiffes pour la fête. On apprend aux jeunes à vite faire ce métier parce que quand tu fais ce métier, tu as dix jours d'apprentissages et on te donne une attestation. A base de cette attestation, tu peux déjà commencer par te chercher. On a eu beaucoup de témoignages, les gens ont commencé et n'ont pas fait dix jours avant de commencer par prendre des marchés. On a eu des gens qui ont appris la décoration et en pleine formation, beaucoup ont reçu des marchés en décoration comme en emballage. Le projet est dédié à tous les métiers de l'événementiel. Donc, on fait la décoration, les emballages cadeaux. Et c'est comme ça que nous aidons les jeunes qui se disent sans emploi à se reconvertir. Cela ne voudra pas dire qu'ils peuvent laisser leurs métiers. Mais quand tu as ce métier à côté et qu'on sait que dans notre pays, chaque samedi, il y a toujours de fête, il y a des funérailles, cela te sert toujours, tu peux t'en sortir facilement. Donc, c'est pour ça que nous avons initié ce projet pour pouvoir aider les jeunes déshérités dans le monde du travail. Avant ce projet, nous avons eu des projets précédents. On a eu le projet « enfant épanouir » où on travaille avec les enfants en situations difficiles. C'était en partenariat avec l'Office central de protection des mineurs. On a travaillé dans le centre d'accueil et de transit des enfants avec la brigade de protection des mineurs actuellement appelée Office de protection des mineurs. Nous sommes aussi avec les enfants de la rue pour leur porter de petits soins, pour les écouter. Donc, nous avons des psychologues dans notre équipe qui prennent ces enfants en charge. Au niveau des inégalités sociales, il y a aussi des actions que nous menons.



Hervée Alida Alingo, directrice de GARPIS

Quel est le coût de vos formations ?

Pour aller apprendre une de nos formations ailleurs, vous devriez avoir au moins 400mille francs. Mais ici, l'Ong a subventionné ce projet. Avec seulement 10mille francs, vous pouvez venir vous former chez nous. Dans la liste de nos stagiaires, vous y trouverez des étudiants, des couturiers, des journalistes … des gens qui n'ont pas de grands moyens mais qui souscrivent à la formation chez nous. Donc, c'est sous cet angle-là que nous voyons les inégalités sociales et sur un autre plan, on peut parler des sans voix, les enfants de la rue que nous considérons comme les divorcés sociaux alors qu'ils ont besoin, d'une petite attention, d'un soin psychologique pour pouvoir avoir une estime de soi. Nous ne les rejetons pas. C'est pour ça qu'on a des psychologues qui les prennent en charge, qui les écoutent et qui les orientent.

Que dire alors de la gent féminine ?

Nous avons quelques femmes qui nous viennent et nous les accompagnons juridiquement. On n'a pas assez de juristes mais on essaie de les orienter vers où elles doivent partir pour que leurs voix se fassent entendre. Nous offrons nos formations à toutes personnes sans distinctions de sexe et de religion. Nos formations sont ouvertes à tout le monde. Quand vous allez faire cette formation ailleurs, vous êtes à 400mille et nous on prend simplement le millième de ce montant pour former. C'est pour ça qu'on parle d'inégalités sociales parce que tout le monde n'a pas les moyens ou des parents riches mais tout le monde a la chance d'être intelligent, d'avoir ses dix doigts pour travailler.

> *« Je voudrais demander à tous ceux qui sont en train d'errer de se lever et de se joindre à nous, car, on a de belles formations qui pourront les aider à s'en sortir. »*

Quelles sont les projets à venir de l'Ong GARPIS ?

Comme projets à venir, l'Ong GARPIS entend rebondir vers les personnes vulnérables. C'est-à-dire on a un projet de bibliothèque animée pour les enfants et le site est déjà connu, c'est à Porto-Novo. Ce n'est pas un projet de prise en charge mais un projet de prévention pour les enfants, car, c'est quand un enfant échoue dans la rue que l'on commence par vouloir le retirer de la même rue. Et c'est très difficile dans ce cas. Ce projet regroupe des psychologues membres de GARPIS, des éducateurs spécialisés de GARPIS et des artisans. Donc, les enfants y viendront, pourront lire, pourront accéder à des jeux éducatifs, des films éducatifs et des sensibilisations pour pouvoir les retenir à la maison. Le second projet porte sur une baraque pour pouvoir regrouper nos enfants parce qu'on peut dire qu'avant, on fait des activités de transhumance dans les rues pour rencontrer les enfants. Désormais, on aura un siège de rassemblement des enfants, où on se rencontre en permanence. Les encadreurs et éducateurs y seront chaque fois pour accueillir les enfants.

Quels messages avez-vous à l'endroit des jeunes désœuvrés qui se disent chômeurs ?

Je voudrais simplement dire aux jeunes qui croient qu'il n'y a pas d'emploi dans le pays, que ce n'est pas seulement ce qu'on a appris à l'école ou la formation qu'on a reçue qu'on doit forcément faire pour se faire de l'argent. Il y a de petites activités qui rapportent mieux que le salaire. Quand vous prenez quelqu'un qui a suivi nos formations, avec une dépense de 10mille francs, il peut réaliser un bénéfice de 30mille. Il ne faut pas se dire qu'il faut forcément travailler dans un bureau, une boutique avant de commencer par exercer. Avec la décoration, vous pouvez décorer les bâches. On travaille avec toutes personnes qui désirent se faire former. Je voudrais demander à tous ceux qui sont en train d'errer de se lever et de se joindre à nous, car, on a de belles formations qui pourront les aider à s'en sortir.

Propos recueillis par Estelle DJIGRI

INSCRIPTION PRÉCOCE DES ÉCOLIERS DANS LES CLASSES DE CI

La pratique des "auditeurs libres", un couteau à double tranchant

Une catégorie d'écoliers dans les écoles primaires notamment dans les classes de CI, appelée auditeurs libres, est plus ou moins admise dans les écoles primaires aussi bien privées que publiques. Appelés auditeurs libres, ces écoliers sont traités d'une façon particulière. Quelle est cette catégorie d'écoliers et en quoi consiste-t-elle ? C'est pour mieux comprendre la notion d'auditeur libre et ses implications qu'une équipe du journal Educ'Action a sillonné la semaine écoulée, certaines écoles de Cotonou dans lesquelles la pratique est en vogue. Constat d'une descente sur une pratique novatrice, c'est à travers ce mini-dossier !

Estelle DJIGRI

Ils sont dans les classes de CI aussi bien dans les écoles privées que publiques, en uniforme ou en tenue kaki. Assis comme tous les autres enfants de cette classe de CI, ils reçoivent cependant moins d'attention que les enfants qui sont inscrits dans la classe de CI à l'âge requis par les textes en vigueur. Eux, ce sont les enfants dits ''auditeurs libres''. En effet, un enfant auditeur libre, c'est cet enfant qui est accepté dans les classes de CI (sans avoir l'âge requis pour commencer le Cours d'initiation) sur la demande des parents pour, une année durant, prendre part et s'habituer à l'ambiance ou encore aux réalités qu'il doit affronter les années à venir. Dans nombre d'écoles de la place, cette pratique a pendant longtemps existé et continue d'exister même si les textes qui régissent l'âge d'admission dans les classes de CI (4ans et demi) semble ne pas réglementer au mieux la chose dans les écoles. Pour mieux comprendre cet état de chose, une équipe de votre journal Educ'Action a fait une descente sur le terrain. Au nombre des écoles primaires sillonnées, le complexe scolaire protestant de Godomey. Dans cette école, cette pratique est encore d'actualité selon ce qu'a confié le directeur dudit complexe, le pasteur Christophe Guédjé. « Les enfants auditeurs libres représentent les 1% de l'effectif total dans mon l'école. Ce sont des enfants qui sont inscrits dans les classes de CI très jeunes à défaut de faire la maternelle », a expliqué le directeur. Selon cette autorité du complexe scolaire protestant, cette pratique n'est inscrite nulle part dans les textes qui régissent le monde scolaire au Bénin. « Il n'y a pas de texte qui autorise qu'on accepte les enfants dits ''auditeurs libres'' et cette catégorie d'écoliers n'existe même pas », a reconnu le directeur avant d'expliquer d'où est venue cette forme d'écoliers : « ce sont les parents d'écoliers même qui exigent qu'on inscrive les enfants en classe de CI parce qu'ils estiment n'avoir pas les moyens pour permettre à leurs enfants de faire la maternelle 1 et 2. Donc, les enfants viennent au CI très jeunes pour déjà maîtriser les bases avant d'être inscrits normalement l'année à venir ». Si cette pratique est encore d'actualité au complexe scolaire protestant de Godomey, il l'est moins au complexe scolaire ''Dieu le père'' de la même localité. « J'ai fait l'expérience des enfants auditeurs libres pendant 3 ans dans mon école, mais j'ai tout de suite interdit ça, parce que ce sont des enfants qui demandent beaucoup de soins. Ce sont des enfants qui ne savent pas aller aux toilettes par eux-mêmes, et si on doit vraiment s'occuper d'eux, on risque de négliger ceux qui sont normalement inscrits au CI », a fait remarquer Léopold Missinhoun, fondateur directeur du complexe scolaire ''Dieu le père'' de Godomey-Finafa. Pour sa part, le directeur du groupe C de l'école primaire publique de Godomey-houalacomey est du même avis que son homologue du complexe scolaire ''Dieu le père''. « Je reconnais qu'il y a des écoles publiques qui ouvrent leurs portes aux enfants dits ''auditeurs libres''. Et dans l'école que j'ai quittée pour être ici, on le fait. Mais depuis que j'ai pris fonction dans cette école, j'ai catégoriquement refusé cette pratique. Un enfant qui n'a pas rigoureusement les 4ans et demi ne vient pas dans mon école et je suis bien strict là-dessus », a laissé entendre d'un ton ferme, Achille Megnigbeto, directeur du groupe C de l'Ecole Primaire Publique de Houlacomey. Pour ce directeur, si les écoles privées continuent avec ces catégories d'enfants, c'est pour la simple raison que ces écoles veulent beaucoup d'effectifs ainsi que de l'argent parce que les enfants ''auditeurs libres'' paient au même titre que les enfants inscrits normalement au CI. Plusieurs raisons sont ainsi brandies par les acteurs de l'école pour justifier leur choix.

Léopold Missinhoun, fondateur directeur du complexe scolaire ''Dieu le père'' de Godomey-Finafa.

Le pasteur Christophe Guédjé, directeur du CSP de Godomey

Des raisons justificatives de l'Option "Auditeurs libres" ...

Papa Albert est un sexagénaire. De par le passé, il a opté pour une telle pratique aux fins, selon ses dires, d'amener ses enfants à vite s'intégrer. De son enfant Boris, passant par Mawouna pour Pénérielle, tous sont passés par cette étape et pour la simple raison qu'il n'y avait pas des classes de maternelle dans les écoles publiques. Pour les écoles privées qui contiennent aussi bien les classes de la maternelle 1 et 2, la raison diffère. Selon les directeurs des deux écoles privées visitées, la seule et unique raison réside dans la pauvreté. « Quand les parents viennent et que vous essayez de leur expliquer que le mieux, c'est que l'enfant fasse la maternelle, ils vous disent simplement qu'ils n'ont pas les moyens pour payer la maternelle qui est un peu plus chère. Il préfère donc, pour une différence de 5.000f, inscrire les enfants en ''auditeurs libres''. C'est leur façon de se débarrasser de leurs enfants de 3ans pour vaquer à d'autres occupations », ont fait savoir les directeurs des écoles privées rencontrés à ce sujet. Pour avoir pendant longtemps reçu et géré les écoliers ''auditeurs libres'', les directeurs et instituteurs ont acquis de diverses expériences.

Des expériences aussi diverses les unes que les autres de la nouvelle Option ...

Selon le maître Désiré Akossinou qui a fait ses preuves pendant des années aux cotés des enfants de la classe de CI au Complexe scolaire protestant et qui, par conséquent, a encadré des enfants auditeurs libres, les expériences peuvent varier d'un enfant à un autre. « J'ai encadré des enfants ''auditeurs libres'' et croyez moi, il y en a d'autres qui réagissent mieux que les enfants inscrits à l'âge normal au CI. Ils ont une maturité plus dense et arrive à vite assimiler les choses. Dans ce cas, au lieu que l'enfant ''auditeur libre'' ne soit pas évalué pour un passage en classe supérieure, nous nous trouvons obliger de les évaluer et de les envoyer au CP vu leur niveau », a témoigné tout souriant ce maître passionné de la craie. Par contre, les expériences ne sont pas toujours les mêmes à en croire ce même maître. « D'autres enfants ''auditeurs libres'' nous donnent du travail. Ce sont des enfants qui ne savent pas encore aller aux besoins de leur propre gré. En plein cours, ces enfants peuvent commencer à baver, à uriner ou à même déféquer dans leurs caleçons. Dans ces conditions, l'attention est détournée des autres enfants et par conséquent, le travail parfois est mal fait à leur niveau. », a-t-il dit pour mettre du bémol dans son précédent témoignage. Bien que les expériences soient encourageantes au niveau de certains enfants ''auditeurs libres'', les deux directeurs des écoles privées pensent que c'est toujours mieux que les enfants évoluent normalement. A défaut de leur faire faire la maternelle, il est préférable selon leurs dires que l'enfant ait au moins l'âge normal pour commencer les classes. « Les expériences ne sont pas toujours bonnes quand on force les enfants à commencer les classes malgré leur jeune âge. Ça peut jouer sur eux dans l'avenir », a conseillé le directeur du complexe scolaire ''Dieu le père'' qui pense d'ailleurs que s'il lui était donné d'être encore papa, aucun de ses enfants n'irait au CEP à moins de 12 ans.

Achille Megnigbeto, directeur du groupe C de l'Ecole Primaire Publique de Houlacomey

DÉBUT DE RÉVOLUTION DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF EN AFRIQUE

Solarpak : cartable le jour, lampe le soir

Avec Solarpak, les Ivoiriens Evariste Akoumian et Thierry N'doufou veulent permettre aux enfants des couches sociales défavorisés d'avoir un sac d'école qui se transforme la nuit en lampe pour étudier ou en torche pour éclairer.

Soleil, vent, courants et marées... Notre planète déborde d'énergie. Mais de nombreux habitants vivent toujours dans l'obscurité. En Afrique, les 80% de la population rurale n'ont pas accès à l'électricité. Ce qui a des conséquences dramatiques sur la santé, l'environnement et l'éducation.

De nombreux entrepreneurs et spécialistes pensent que la solution viendra des énergies renouvelables. Et si on alliait économie sociale, écologie et éducation? C'est le défi que se lancent les deux entrepreneurs de Côte d'Ivoire.

En allant à l'école, la batterie incorporée se recharge à la lumière du soleil. Ensuite, l'énergie emmagasinée permet à l'enfant, une fois à la maison le soir, de brancher une petite lampe à un port USB et ça lui donne de la lumière. Pour Evariste Akoumian, cofondateur Solarpak, «ce sac permet d'abord à l'enfant de ranger ses fournitures scolaires. En allant à l'école, la batterie incorporée sur la plaquette solaire du cartable se recharge à la lumière du soleil. Ensuite, l'énergie emmagasinée permet à l'enfant, une fois à la maison le soir, de brancher une petite lampe à un port USB et ça lui donne de la lumière», explique Evariste Akoumian, le cofondateur de Solarpak.

Des projets similaires existent déjà au Togo mais aussi en Afrique du Sud où Thato Kgatlhanye a fondé Rethaka Ressources. L'entreprise de la jeune sud-africaine fabrique des cartables solaires et écologiques à base de sacs en plastique.

Ce sac d'écolier révolutionnaire qui facilite l'étude le soir

Son souhait, c'est que chaque enfant défavorisé de sa communauté puisse bénéficier d'un cartable respectueux de l'environnement.

Pour faire la différence, Evariste a misé sur la matière du sac et la capacité de stockage de la batterie. «Nous utilisons de la matière étanche. L'enfant peut rester sur la pluie 20 à 30 minutes sans mouiller ses effets scolaires. Notre plaquette est de 3 volts avec une batterie de 1000 mAh et qui donne à l'enfant une durée de 2 à 3h d'étude une fois la nuit tombée», précise-t-il.

Tout est conçu en Côte d'Ivoire et assemblé en Chine. Les deux entrepreneurs se battent aujourd'hui pour pouvoir entièrement fabriquer Solarpak en Côte d'Ivoire d'ici fin 2017. Au-dela des projets d'Evariste et Thierry, en Côte d' Ivoire ou Thato en Afrique du Sud, de plus en plus de fermes solaires sont en cours de construction pour résoudre, à plus grande échelle, les problèmes liés au manque d'électricité à travers l'Afrique.

Source : AFP

GABON

Les syndicats d'enseignants interdits d'activité

Le gouvernement du Gabon a décidé d'interdire les activités d'une confédération syndicale d'enseignants en grève depuis des mois.

Les activités de la Convention des syndicats du secteur Éducation (Conasysed) sont interdites», indique un arrêté du ministre de l'Intérieur daté de vendredi et publié samedi dans le journal l'Union proche du gouvernement. Selon le ministre de l'information, la Conasysed a «menacé les non grévistes et les enseignants expatriés qui faisaient cours, en mettant les élèves dehors. Certains responsables ont été pris en flagrant délit de destruction d'équipements». Les organisations ne se reconnaissent pas dans les accusations sans fondement dont le but est de tuer le syndicalisme au Gabon», a répondu le secrétaire général de la Conasysed, Simon Ndong Edzo. La confédération de sept syndicats enseignants, la Conasysed est en grève depuis la rentrée scolaire, qui a débuté avec un mois de retard le 31 octobre 2016. La Conasysed dénonce des classes surchargées, exige le paiement des primes et la démission du ministre de l'Éducation Florentin Moussavou.

RÉCOMPENSE À L'EXCELLENCE

Un jeune kenyan va à l'école en hélicoptère

Un écolier kenyan issu d'un milieu pauvre a été transporté par hélicoptère. Pour son premier jour à l'école secondaire, il a atterri devant ses camarades stupéfaits. Kelvin Muryuki avait eu les meilleures notes aux examens à l'école primaire, mais sa famille n'avait pas assez d'argent pour payer le reste de ses études.

Le jeune homme de 14 ans a travaillé avec son père dans une carrière, mais n'a pas pu obtenir les cinq cents dollars dont il avait besoin. Ce sont des retraités des forces aériennes kenyanes qui ont appris son histoire et ont décidé de financer son éducation en payant ses frais annuels de 530 dollars jusqu'en 2020. Ils ont organisé son voyage en hélicoptère à l'école pour le motiver pour la suite. Kelvin déclare qu'il veut devenir pilote quand il sera grand.

Source : Bbc/Afrique

HELVETAS
Swiss Intercooperation
BENIN
WFP
Programme Alimentaire Mondial
PAM
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ambassade de France au Bénin
educo
PAEFE
PARTENARIAT MONDIAL pour L'EDUCATION
Educ'Action
Spécialiste des questions éducatives
SOS
Village d'enfants
UNESCO
STP/PDDSE
BANQUE MONDIALE
UNITED STATES OF AMERICA
EMBASSY
Educ'Action au cœur
du système éducatif